

Conditions générales (CG) Protection juridique entreprise et circulation en faveur des membres de l'association AM Suisse

Edition 08.2020

Porteur de risque: CAP Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA
Neue Winterthurerstrasse 88, 8304 Wallisellen

1. Personnes et qualités assurées

- a) Les membres de l'association, qui se sont annoncés pour la protection juridique, ainsi que leurs employés.
- b) Ces personnes sont assurées dans l'exercice de leur activité professionnelle au service de l'entreprise, relativement aux branches mentionnées par l'association dans ses statuts.

2. Risques et procédures assurés

- a) **Droit des contrats** : litiges contractuels avec
 - des clients ou des fournisseurs
 - des prestataires de services
 - des donneurs de leasing, des bailleurs à loyer ou à ferme
 - les locataires des locaux servant à l'exploitation
 - des employés
 - des sous-traitants
- b) **Cyber Risk** : l'exercice de prétentions ou de droits et les litiges en relation avec les cyber-risques.
- c) **Droit des assurances** : litiges avec des assurances qui couvrent l'assuré.
- d) **Droit pénal et administratif** : défense lors de procédures pénales et administratives pour cause de délits par négligence. Lorsque l'assuré est poursuivi pénalement ou fait l'objet d'une procédure administrative pour des infractions prétendument intentionnelles, la CAP prend en charge rétroactivement les frais qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une compensation par le tribunal compétent si, à l'issue de la procédure, l'existence d'un cas de légitime défense ou d'un état de nécessité est reconnu et que la personne assurée est totalement acquittée ou reconnue coupable de la violation par négligence seulement d'une disposition pénale (sont exclus de la couverture en particulier l'acquiescement pour cause de prescription ou d'irresponsabilité ainsi que le retrait de la poursuite pour quelque motif que ce soit).
- e) **Domages et intérêts** : faire valoir, en tant que lésé, des prétentions extracontractuelles en matière de responsabilité civile, y compris les plaintes pénales qui s'y rapportent.
- f) **Aide aux victimes d'infractions** : faire valoir des indemnités relevant de la Loi suisse sur l'aide aux victimes d'infractions.
- g) **Autorisations** : en cas de refus d'une autorisation d'exploitation, de travail, de séjour ou de réduction de l'horaire de travail.
- h) **Concurrence déloyale** : faire valoir ou résister à des prétentions découlant de la loi fédérale sur la concurrence déloyale, ainsi que les procédures pénales jointes.
- i) **Hypothèque légale des artisans et entrepreneurs** : inscription définitive de l'hypothèque légale.
- j) **Droit de voisinage** : litiges en cas d'immissions ou d'émissions.
- k) **Droit de la propriété** : litiges en rapport avec l'inscription de servitudes ou de charges foncières au registre foncier.
- l) **Oppositions aux constructions** : lorsque l'assuré doit, pour défendre les intérêts de l'entreprise, former opposition à une demande d'autorisation de construire.

La couverture d'assurance vaut aussi dans le domaine circulation routière.

3. Prestations assurées

- a) Prestations du service juridique d'AM Suisse.
La représentation hors procédure et hors tribunal des membres est prise en charge par le service juridique d'AM Suisse.
- b) Prestations du service juridique de la CAP

La CAP prend en charge les prestations pécuniaires suivantes jusqu'à une somme d'assurance **maximale de CHF 400'000.**— par cas pour autant que rien d'autre ne soit convenu; pour les litiges contractuels (selon ch. 2a) ainsi que pour les cyber risk (selon ch. 2b), la somme d'assurance maximale selon la variante choisie est mentionnée dans la confirmation d'assurance.

- Frais d'expertises et d'analyses, qui ont été ordonnées par la CAP, par une autorité civile, pénale ou administrative, afin de défendre les intérêts de l'assuré.
- Frais de justice, d'arbitrage et de médiation
- Dépens qui ont été mis à la charge de l'assuré lors d'une procédure civile, pénale ou administrative.
- Honoraires d'avocat pour la représentation devant les tribunaux
- Honoraires d'avocat pour la représentation hors tribunal et hors procédure dans les cas où la CAP convient avec le service juridique de l'AM Suisse de prendre exceptionnellement en charge la défense hors tribunal et hors procédure et de mandater un avocat indépendant
- Cautions de droit pénal, uniquement à titre d'avance et pour éviter une détention préventive
- Frais et émoluments des ordonnances pénales, des prononcés d'amende et des mesures administratives du Service des automobiles jusqu'à CHF 500.- par cas au maximum
- Frais de voyage et frais de traduction jusqu'à CHF 500.- par cas au maximum

Déduction sera faite des frais d'interventions obtenus par l'assuré en justice ou lors d'une transaction.

- c) La CAP peut se libérer de son obligation de servir sa prestation par une compensation du profit matériel du litige.
- d) En cas de pluralité de litiges, qui résultent des mêmes faits ou de faits connexes et qui relèvent d'un ou de plusieurs risques assurés selon le ch. 2, la CAP ne paie la somme assurée qu'une seule fois. Si plusieurs personnes assurées selon le ch. 1 sont impliquées dans un ou plusieurs litiges qui résultent des mêmes faits ou de faits connexes et qui relèvent d'un ou de plusieurs risques assurés selon le ch. 2, la CAP ne paie la somme assurée qu'une seule fois.

4. Quand et où est valable l'assurance ?

- a) La couverture d'assurance vaut uniquement pour: CH/FL et l'UE.
- b) La CAP accorde sa protection juridique lorsque le besoin d'assistance juridique survient ou est prévisible après l'entrée en vigueur de la couverture d'assurance. La CAP n'accorde pas de protection juridique lorsque le besoin d'assistance juridique est annoncé après l'expiration de l'assurance.

5. Marche à suivre en cas de sinistre

- a) Le besoin d'assistance juridique doit être annoncé aussi vite que possible à: **AM Suisse, Seestrasse 105, 8002 Zürich.** AM Suisse annonce à son tour le sinistre à la CAP Protection Juridique, Service grands clients, Case postale, 8010 Zürich, Tél. +41 (0)58 358 09 09, Fax +41 (0)58 358 09 10, capoffice@cap.ch, www.cap.ch.
- b) Sans l'accord préalable de la CAP – et sous réserve des mesures indispensables à la sauvegarde d'un délai - l'assuré s'engage à ne pas consulter un mandataire, ni ouvrir action, ni conclure une transaction, ni recourir contre une décision. Il doit transmettre à la CAP tous les documents relatifs au sinistre. Si l'assuré ne respecte pas ces obligations, la CAP peut refuser ses prestations.
- c) En cas de procédure judiciaire ou administrative et lorsque, selon la loi applicable à la procédure, un mandataire indépendant est nécessaire ou en cas de conflit d'intérêt (litige entre deux assurés CAP ou entre un assuré et une société du groupe Allianz), l'assuré a le libre choix de son mandataire. Si le mandataire choisi n'est pas accepté par la CAP, l'assuré a le droit de proposer trois autres mandataires d'études différentes, dont l'un devra être accepté par la CAP.
- d) En cas de divergence d'opinion entre l'assuré et la CAP quant aux mesures à prendre pour régler le sinistre ou dans le cas que la CAP considère comme n'ayant aucune chance de succès, les raisons sont communiquées par écrit à l'avocat ou à l'assuré en précisant dans le même temps que l'assuré peut exiger que le cas soit tranché par un arbitre désigné d'un commun accord entre l'assuré et la CAP. Les frais sont à la charge de la partie qui succombe.

6. Risques et prestations non assurés

- a) Dans la protection juridique circulation, lorsque l'assuré n'était pas, au moment du sinistre, en possession d'un permis de conduire valable ou n'était pas autorisé à conduire ledit véhicule ou conduisait consciemment un véhicule qui n'était pas muni de plaques de contrôle valables.
- b) Émoluments administratifs et frais ressortant d'une décision pénale sans débats ; les frais d'analyse du sang et d'examen médical en cas d'ivresse ou de consommation de drogue ; les dommages-intérêts et les frais incombant à un tiers ou à une assurance responsabilité civile.
- c) Litiges en rapport avec l'achat ou la vente ainsi que la construction ou la transformation d'un bien immobilier servant à l'exploitation lorsqu'une autorisation de construire est nécessaire

- d) Litiges en rapport avec le placement ou la gestion de fonds, avec des papiers-valeurs et avec des affaires spéculatives.
- e) Litiges relatifs au pur recouvrement de créances, dont ni l'existence ni le montant ne sont contestés.
- f) Frais de poursuites et faillites.
- g) Litiges en relation avec des créances qui ont été cédées à l'assuré.
- h) Litiges concernant la propriété intellectuelle.
- i) Litiges concernant le droit des sociétés, des associations ou des fondations.
- j) Litiges et procédures en rapport avec le contentieux fiscal, douanier, avec des taxes ou autres impôts.
- k) Litiges en relation avec des faits de guerre, des émeutes, des grèves, de lock-out ou en relation avec la fission ou la fusion nucléaire.
- l) Lorsque l'assuré veut agir contre AM Suisse, la CAP ou ses employés dans le cadre de leur activité professionnelle. Lorsque l'assuré veut agir contre des personnes qui lui fournissent ou lui ont fourni des prestations dans un cas assuré par la CAP.

7. Informations relatives à la protection des données

Lors du traitement des données personnelles AM Suisse, PROMRISK AG ainsi que la CAP respectent les dispositions de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) et de son ordonnance et traitent les données des assurés de manière absolument confidentielle. Les données sont ainsi uniquement destinées à l'usage pour lequel elles ont été collectées (p. ex. établissement d'une offre/police ou envoi de documents) et ne sont pas transmises à des tiers. Afin de pouvoir offrir une couverture d'assurance complète et d'optimiser les coûts, certaines des prestations de la CAP sont confiées à des entreprises juridiquement indépendantes en Suisse et à l'étranger. Il peut s'agir de sociétés du groupe Allianz ou de partenaires de coopération. Dans le cadre de la réalisation du rapport contractuel, la CAP peut transmettre les données de ses assurés à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. En relation avec l'optimisation des produits, la CAP traite les données à des fins de marketing internes. Les personnes assurées disposent d'un droit d'information ainsi que, dans certaines conditions, d'un droit de rectification, de blocage ou de suppression de leurs données enregistrées sous forme électronique ou classées dans le dossier.